

Secrétariat général pour les affaires de Corse.  
Plateforme régionale des achats de l'Etat – Corse.

### **Accord-cadre de prestations intellectuelles**

### **Accord-cadre missions de maîtrise d'œuvre au profit des services et établissements de l'Etat et des centres hospitaliers de Corse 2025**

### **Procédure de passation : Appel d'offres ouvert**

(Articles R2161-2 et suivants du code de la commande publique).

<p><b>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)</b></p>
---

**Le présent cahier des clauses administratives particulières est complété d'une annexe :**

**Annexe 1 : Conditions d'accès dans les services de police, gendarmerie, des centres de détention**

## **ARTICLE 1 : PARTIES A L'ACCORD CADRE**

Applicable à l'ensemble des documents du présent dossier de consultation.

Le pouvoir adjudicateur est l'État.

En application de l'article L2113-6 du code de la commande publique ce marché est passé par le secrétaire général pour les affaires de la Corse pour le compte de certains services et établissements de l'Etat et les centres hospitaliers de Corse, listés à l'article premier du CCAP, dans le cadre d'une convention constitutive de groupement de commande en date du 24 juillet 2024.

- Le secrétariat général commun de Corse-du-Sud pour le compte de la préfecture de Corse-du-Sud, la sous-préfecture de Sartène, la DETSPP 2A, la DDT 2A, le SGAC;
- Le secrétariat général commun de Haute-Corse pour le compte de la préfecture de Haute-Corse, la sous-préfecture de Calvi, la sous-préfecture de Corte, la DDT 2B, la DETSPP 2B ;
- Le SGAMI (secrétariat général des administrations du ministère de l'intérieur);
- La direction interdépartementale de la police nationale de Corse-du-Sud (DIPN2A) ;
- La direction interdépartementale de la police nationale de Haute-Corse (DIPN2B) ;
- La délégation CRS ;
- Le centre de formation de la police ;
- La gendarmerie nationale ;
- La sécurité civile (UIISC5) ;
- La DRFIP de Corse (finances publiques);
- La DREETS de Corse (travail);
- La DREAL de Corse (environnement);
- La DRAAF et France Agrimer (agriculture);
- La DRAC de Corse (culture);
- La DDFIP de Haute-Corse (finances publiques);
- la direction départementale des finances publiques de Haute-Corse (DDFIP 2B) ;
- La DIRM (Mer phares et balises 2A et 2B) ;
- L'INSEE de Corse ;
- La direction régionale des douanes de Corse ;
- L'établissement public « la Masse des douanes » ;
- Le rectorat de Corse et DSDEN 2A
- La DSDEN 2B (inspection académie);
- la DMLC (Direction de la mer et du littoral) ;
- La Cour d'appel de Bastia ;
- La Direction territoriale de protection de la jeunesse (DTPJJ) ;
- La Direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP) pour le centre pénitentiaire de Borgo ; Le centre de détention de Casabianda ; La maison d'arrêt d'Ajaccio ; les SPIP de Corse ;
- La chambre régionale des comptes ;
- Le tribunal administratif de Bastia ;
- La direction générale de l'aviation civile de Haute-Corse ;
- La direction générale de l'aviation civile de Corse-du-Sud ;
- l'agence régionale de santé de Corse (ARS) ;
- Météo France ;
- La chambre de commerce et d'industrie de Corse;
- L'université de Corse ;
- Le CROUS ;
- L'office national des forêts (ONF);
- L'institut régional de l'administration (IRA) de Bastia ;
- Le CNFPT de Corse ;
- L'ADEME de Corse ;
- L'office français de la biodiversité (OFB) ;

- Le musée Bonaparte, Ajaccio ;
- France travail

- Le centre hospitalier d'Ajaccio ;
- Le centre hospitalier de Castelluccio à Ajaccio;
- Le centre hospitalier de Bonifacio ;
- Le centre hospitalier de Sartène ;
- Le centre hospitalier de Bastia ;
- Le centre hospitalier de Corte-Tattone ;
- Le centre hospitalier de Calvi.

Le **représentant du pouvoir adjudicateur** chargé de coordonner la passation du marché est le secrétaire général pour les affaires de Corse. Il est chargé de signer et de notifier le marché, chaque service, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution et de son paiement.

Les **services bénéficiaires** sont les services déconcentrés et établissements de l'État, les centres hospitaliers concernés par le marché.

**Le responsable de site est l'interlocuteur du titulaire, désigné par les services dans chacun des sites.**

Le responsable de site est chargé de la gestion du présent marché, et émettra toutes directives concernant l'exécution des prestations, et en particulier la fiche d'intervention, émise conformément au programme annuel de maintenance préventive.

Chacun des services bénéficiaires est responsable de la passation de la commande, du suivi d'exécution, de la gestion et de l'imputation des crédits, et du paiement des factures.

Le **titulaire du marché** est l'opérateur économique chargé de l'exécution des prestations du marché.

## **ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD CADRE**

### **Contexte :**

Le groupement d'achat piloté par la préfecture de Corse (SGAC) souhaite mobiliser des acteurs de la prestation intellectuelle du bâtiment, permettant de répondre notamment aux besoins de maîtrise en coûts, qualité, sécurité/santé et délai concernant des opérations immobilières réalisées au profit des services de l'Etat, des établissements publics de l'Etat et des centres hospitaliers de Corse.

### **2.1 Objet de l'accord cadre**

Le marché a pour objet la réalisation de mission de maîtrise d'œuvre pour des opérations immobilières des administrations citées à l'article 1 au CCAP.

La mission de maîtrise d'œuvre est une mission globale qui doit permettre d'apporter une réponse architecturale, technique et économique au programme défini par le maître d'ouvrage pour la réalisation d'une opération (article L2431-1 du code de la commande publique).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Les prestations de maîtrise d'œuvre concerneront exclusivement des opérations de rénovation/réhabilitation, y compris les réhabilitations lourdes. Elles pourront porter sur des

opérations de réhabilitation incluant une extension dès lors que celle-ci n'est pas prépondérante en surface ou en valeur. Elles ne porteront pas sur la conception de bâtiments neufs. Ces prestations pourront porter sur des infrastructures.

L'accord-cadre ne concerne pas les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Les missions sont scindées en 7 phases décrites dans les articles 2 à 8 du CCTP :

- Etude d'avant-projet définitif (APD)
- Etude de projet (PRO)
- Assistance pour la passation des marchés de travaux (ACT)
- Etude d'exécution et de synthèse (EXE) ou Visa des études d'exécution et de synthèse réalisées par les entreprises de travaux (VISA), en fonction des choix du maître de l'ouvrage
- Direction de l'exécution des marchés de travaux (DET)
- Assistance aux opérations de réception (AOR)

Les missions complémentaires pourront être commandées et sont décrites aux articles 10 et 11 du CCTP :

- Diagnostique (DIAG)
- Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

## **2.2 Nature, forme de l'accord cadre et procédure**

### **2.2.1 Procédure**

La procédure utilisée pour la passation de l'accord-cadre est un appel d'offres ouvert en application des articles R2161-2 et suivants du code de la commande publique

### **2.2.2 Forme du marché**

Le marché est passé sous la forme d'un accord cadre à bons de commande mono-attributaire, sans remise en concurrence, sans montant minimum et avec un montant maximum de 5 000 000 € HT/an/lot, dans le cadre de l'article R 2162-2 deuxième alinéa du code de la commande publique.

**S'agissant d'un accord cadre à bons de commande sans montant minimum, conformément à l'article R2162-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne sera engagé financièrement qu'une fois que des bons de commande auront été émis par chaque service. Dans l'hypothèse où un ou des services n'émettra(en)t aucun bon de commande, le titulaire du marché ne pourra pas obtenir d'indemnisation.**

La durée d'exécution des bons de commande pourra dépasser la période de validité de l'accord-cadre.

## **2.3 Allotissement du marché**

Le marché est articulé en deux lots :

**Lot 1** : missions de maîtrise d'œuvre en Corse-du-Sud ;

**Lot 2** : missions de maîtrise d'œuvre en Haute-Corse ;

Les candidats peuvent soumissionner à un seul lot, à plusieurs lots ou tous les lots.

## **2.4 Prise en charge ponctuelles de prestations d'un autre département**

De manière exceptionnelle, le titulaire d'un lot pourra être sollicité pour exécuter des prestations de l'autre lot au cas où le titulaire de cet autre lot ne serait pas en mesure de réaliser les prestations (notamment au cas où il aurait à assumer simultanément le suivi de plusieurs opérations importantes).

Ce débordement ne pourra s'effectuer qu'après avoir recueilli l'accord des deux titulaires par mail.

En ce cas, ce seront les conditions financières du titulaire qui exécutera les prestations qui s'appliqueront.

## **2.5 Solidarité**

Il n'y a aucune solidarité entre le représentant du pouvoir adjudicateur et les services coordonnés : chacun paye les prestations pour lesquelles il est engagé.

## **ART. 3 –CLAUSE DE REEXAMEN**

### **3.1 Rajout de prestations au BPU**

Dans le cadre de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le BPU du marché pourra être complété en cours d'exécution du marché afin de rajouter ou compléter certaines prestations à condition que ces modifications ne bouleversent pas l'économie générale du marché.

Chaque modification donnera lieu à une négociation des tarifs avec le titulaire. Elle ne pourra pas porter sur plus de 10 postes tarifaires par lot du BPU et par an.

Il ne pourra pas y avoir plus de deux modifications de ce type chaque année par lot.

### **3.2 Défaillance d'un titulaire**

Dans l'hypothèse où un des titulaires des lots 1 et 2 serait défaillant lors de l'exécution du marché, le lot du défaillant pourra être confié au titulaire des autres lots dans le cadre de la présente clause de réexamen (article R2194-1 du code de la commande publique) et sous réserve de son accord.

En ce cas, les tarifs seront, soit ceux du nouveau titulaire s'il avait remis une offre pour le lot défaillant, soit des tarifs négociés qui ne pourront pas dépasser de 15% le montant de l'offre du titulaire défaillant.

Dans l'hypothèse où les titulaires d'un des trois lots seraient défaillants lors de l'exécution du marché, les lots défaillants pourront être confiés au candidat dont l'offre est classée en 2<sup>e</sup> position dans le cadre d'une clause de réexamen (article R2194-1 du code de la commande publique) et sous réserve de son accord. En ce cas, les tarifs seront ceux de l'offre classée n° 2.

En cas de refus du candidat classé en 2<sup>e</sup> position, les lots défaillants pourront être confiés au candidat classé en 3<sup>e</sup> position et ainsi jusqu'à ce que les lots soient acceptés par un des candidats du classement.

### **3.3 Défaillance d'un co-traitant**

Lorsque le co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur. Cette prise en charge est formalisée par une modification et a pour cadre juridique l'article R 2194-1 du code de la commande publique.

En cas d'activation de la clause de réexamen, il sera procédé à la passation d'un avenant conformément à l'article 25 du CCAG-PI

## **ARTICLE 4. DUREE DE L'ACCORD CADRE ET PRISE D'EFFET**

### **4.1 Durée de l'accord cadre**

Le marché est passé pour une période ferme d'un an à compter de la date de démarrage fixée dans sa notification.

### **4.2 Reconductions de l'accord cadre**

La reconduction est tacite. Elle est limitée à trois fois 12 mois. La durée totale du marché ne pourra dépasser 4 années.

La décision de non reconduction fait l'objet d'une notification aux titulaires au moins trois mois avant la date d'échéance du marché, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et peuvent s'exécuter au-delà du terme de l'accord-cadre.

Le(s) titulaire(s) ne peut (vent) refuser la reconduction du marché.

En cas de non reconduction du marché celle-ci ne donne lieu à aucun dédommagement des titulaires.

### **4.3 Date de démarrage de l'accord-cadre**

La prise d'effet de l'accord cadre sera fixée à sa date de notification (prévue mars 2025).

### **4.4 Arrêt de l'exécution des prestations**

Le maître de l'ouvrage peut décider, au terme de chacun des éléments de mission de son opération à exécuter distinctement (en corrélation avec les éléments de conception et d'assistance de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée), de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet de commandes, à l'issue de chacun des éléments de mission de l'opération suivants :

- au terme de chaque élément de mission de l'opération;
- en cas d'appels d'offres de marchés de travaux déclarés sans suite ;
- en cas de résiliation du marché de travaux.

Le présent accord-cadre ne prévoit pas le versement d'indemnités de dédit pour chaque partie technique des commandes qui ne serait pas exécutée.

## **ARTICLE 5. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE**

**Remarque** : Tous ces documents sont transmis à titre confidentiel

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- Le présent CCAP et son annexe;
- Le BPU (bordereau des prix unitaires) de chaque lot ;
- Les actes d'engagements de chaque lot;
- Le cahier des clauses techniques particulières du marché (CCTP) et ses deux annexes.
- Le cahier des clauses administratives générales de maîtrise d'œuvre CCAG-MOE 2021 issu de l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le mémoire technique précisant les dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du marché public.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation est contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite. De ce fait, elle sera de nul effet sur le marché.

Le CCAG-MOE 2021 étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent accord-cadre mais chaque titulaire peut le consulter sur le site Internet suivant :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-des-clauses-administratives-generales>

## **ARTICLE 6. EMISSION DES BONS DE COMMANDE**

### **6.1 Contenu du bon de commande initial**

Les services, établissements de l'État et centres hospitaliers adhérents au présent marché ne passeront leurs commandes qu'au fur et à mesure de leurs besoins.

Aucun minimum de commande ne pourra être exigé de la part d'un adhérent au groupement de commandes.

Les missions feront obligatoirement et préalablement l'objet de bons de commande signés et validés par le service bénéficiaire. Seuls ces derniers pourront être honorés par le ou les titulaires.

Les bons de commandes peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché, indépendamment de la durée d'exécution des prestations demandées, sous réserve du respect du principe d'accès à la commande publique.

Les bons de commande établis par le service bénéficiaire et notifiés par écrit au titulaire, comportent :

- Le nom et l'adresse du titulaire
- la référence du marché et son numéro CHORUS
- la date de la commande
- le lieu/périmètre d'intervention
- les délais
- l'estimation des travaux
- la désignation des prestations demandées en indiquant les **références des numéros de postes figurant dans le BPU**
- les quantités commandées

- le montant de la TVA
- le prix global HT et TTC
- le nom et adresse de facturation
- la signature de la personne responsable

et toute autre information jugée nécessaire à la commande.

Le bon de commande pourra indiquer des délais pour la réalisation de chaque mission. A défaut ce seront les délais du CCTP qui s'appliqueront.

## **6.2 Caractère provisoire de la rémunération fixée dans le bon de commande initial**

Dans le BPU, le tarif des missions est déterminé sous forme d'un pourcentage qui s'applique sur le montant hors taxes du coût de réalisation des travaux, approuvé par le maître d'ouvrage à l'issue de l'avant-projet définitif (APD).

Dans la mesure où ce montant n'est qu'une estimation au moment de la commande de la mission, la rémunération définitive du maître d'œuvre sera fixée à l'issue de la phase APD une fois que le montant du coût de réalisation des travaux sera arrêté définitivement.

Le montant du bon de commande initial correspond donc à un forfait provisoire de rémunération. Le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre n'est connu qu'une fois la mission APD réceptionnée et fera donc l'objet d'un éventuel avenant dans les conditions fixées à l'article 11 du CCAP.

**Si le maître d'œuvre constate que l'estimation des travaux est sous-évaluée, il peut refuser de prendre en charge la commande si le maître d'ouvrage maintient son estimation.**

**Cette limite tient au fait que sa rémunération définitive ne pourra pas dépasser de 15 % le forfait provisoire de rémunération établi à partir de cette estimation (cf. art. 11 du CCAP), ceci y compris en cas de modification de programme.**

## **6.3 Arrêt de l'exécution d'une partie des prestations**

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-Moe, le pouvoir adjudicateur pourra décider au terme de chaque phase technique, l'arrêt de l'exécution d'une partie des prestations du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles.

Dans ce cas, aucune indemnité ne sera due au maître d'œuvre.

## **6.4 Opérations complexes ou supérieures à 1 million d'€ de travaux**

Pour ce type d'opération, le maître d'ouvrage pourra annexer au bon de commande un programme qui s'imposera au maître d'œuvre et fera partie du bloc contractuel de l'accord-cadre.

Le maître d'œuvre pourra refuser de prendre en charge la commande s'il estime que le programme est trop lourd et/ou trop complexe, compte tenu du fait que l'accord-cadre ne prévoit pas de coefficient de complexité dans ses tarifs.

## **ARTICLE 7. RESTECT DE L'ENVELOPPE FINANCIERE DE L'OPERATION**

Le respect de l'enveloppe financière fixée dans le programme de l'opération constitue une des obligations principales du maître d'œuvre.



Cinq mesures sont destinées à encadrer cette obligation :

**1°) La rémunération définitive du maître d'œuvre ne pourra pas augmenter de plus de 15 %, quelque soit le niveau d'augmentation du coût prévisionnel des travaux fixé à l'APD par rapport à l'estimation des travaux.**

Ce point est détaillé à l'article 11 du présent CCAP.

**2°) Un seuil de tolérance de 10 % est fixé entre le coût prévisionnel des travaux fixé à l'APD et le montant réel des offres des entreprises de travaux :**

À l'issue des études d'avant-projet, le maître d'œuvre s'engage sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.

Le taux de tolérance est de 10 %. Le calcul du seuil de tolérance est le suivant : coût prévisionnel des travaux X (1+taux de tolérance).

Sur demande du maître de l'ouvrage le maître d'œuvre reprendra gratuitement ses études chaque fois qu'il constatera que le projet conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance.

#### Modalités de calcul du coût de référence des travaux

Le coût de référence des travaux est obtenu par le maître d'œuvre, en multipliant, le montant des offres considérées comme les plus économiquement avantageuses par le maître d'ouvrage suite à la consultation des entreprises, par un coefficient de réajustement.

Ce coefficient de réajustement est égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 des offres considérées comme les plus économiquement avantageuses par le maître d'ouvrage. Ce coefficient de réajustement est arrondi au millième supérieur.

L'engagement du maître d'œuvre de respecter le montant de l'enveloppe financière s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.

En cas de non-respect de cet engagement, le maître d'ouvrage est libre :

- d'accepter l'offre ou les offres des entreprises ;
- de demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût. Cette reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire.

En cas de reprise des études, le maître d'œuvre adresse les études reprises au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande de reprise.

Après acceptation par le maître d'ouvrage des études reprises, le maître d'œuvre établit un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de la notification de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage d'engager une nouvelle procédure ou de poursuivre la procédure existante selon le cas.

**3°) Un seuil de tolérance de 5 % est fixé entre le montant des offres des entreprises de travaux et la réception des travaux :**

Cette contrainte intervient seulement si le maître d'œuvre a en charge le suivi d'exécution des travaux.

Le coût de réalisation des travaux est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage et sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission.

À cet égard, le maître d'œuvre est réputé avoir prévu dans le dossier de consultation des entreprises tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le coût de réalisation. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

Taux et seuil de tolérance du coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5,00 %.

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix Mo travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés et modifications intervenues pour la réalisation de l'ouvrage et hors revalorisations de prix.

En cas de dépassement du seuil de tolérance le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'appliquer la pénalité prévue à cet effet au présent document.

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 10,00 %

Conformément à l'article R2432-4 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

4°) Par ailleurs dans le cadre de ses missions de bases, **le maître d'œuvre est tenu de vérifier les décomptes mensuels des entreprises :**

Conformément à l'article 12 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le maître d'œuvre doit recevoir et vérifier les projets de décomptes mensuels établis par les entreprises. Le maître d'œuvre accepte ou rectifie ces projets. Ceux-ci, une fois acceptés ou rectifiés, deviennent alors les décomptes mensuels.

Le maître d'œuvre doit, à partir des décomptes mensuels, déterminer le montant de l'acompte mensuel et dresse l'état d'acompte mensuel lequel fait ressortir :

- a) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent;
- b) Le montant de la TVA ;
- c) Le montant des pénalités, le cas échéant ;
- d) L'effet de l'actualisation ou de la révision des prix ; les parties de l'acompte actualisables ou révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus. Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte ;
- e) Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire ;
- f) Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire ;
- g) Le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu une par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

Le maître d'œuvre notifie par ordre de service aux entreprises leur état d'acompte mensuel et propose au maître d'ouvrage de régler les sommes qu'il admet.

Cette notification doit intervenir dans les sept jours à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire.

En application de l'article R2192-14 du code de la commande publique, le maître d'œuvre doit faire figurer dans l'état qu'il transmet au maître d'ouvrage en vue du paiement la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise. Cette date est le point de démarrage du délai global de paiement.

5°) Enfin, dans le cadre de ses missions de bases **le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final des entreprises**

Conformément à l'article 12.3.3 du CCAG travaux, le maître d'œuvre accepte ou rectifie les projets de décomptes finaux établis par les entreprises. Les projets acceptés ou rectifiés deviennent alors les décomptes finaux.

Le maître d'œuvre est également en charge de l'établissement du projet de décompte général, conformément aux dispositions prévues par l'article 12.4 du CCAG travaux.

Le projet de décompte général établi par le maître d'œuvre comprend :

- le décompte final ;
- l'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies pour les acomptes mensuels ;
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

## **ARTICLE 8. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **8.1 Dispositions générales**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

### **8.2 Règles de sécurité et de confidentialité**

Les personnels du titulaire ne seront autorisés à pénétrer dans les locaux du service ou de l'établissement bénéficiaire qu'après avoir été nommément agréés et seront soumis pendant leur intervention aux mêmes règles de discipline que les agents du service ou de l'établissement bénéficiaire ; celui-ci peut retirer son agrément à tout moment sans énoncer ses motifs.

Les préposés du titulaire intervenant au titre du présent marché sur les installations seront des personnels dûment qualifiés à cet effet, tant sur leurs compétences techniques qu'en matière de sécurité relative à la nature de leur intervention. Les préposés du titulaire devront posséder les habilitations nécessaires pour intervenir. Le titulaire devra fournir à la personne publique, dans les délais fixés la liste nominative du personnel. Cette liste sera tenue à jour annuellement.

Le titulaire devra fournir, en outre, les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer permanents qui seront exigés pour la circulation de ce personnel sur les sites.

Le titulaire ne sera pas autorisé à faire intervenir sur les sites du personnel de remplacement non agréé.

Les règles de sécurité applicables seront celles définies par les chefs de service respectifs, adaptées à leur service ou établissement, et qui seront portées à la connaissance du titulaire par écrit lors de la notification. Le titulaire acceptera ce règlement et tous les contrôles.

Les observations du CCAG MOE relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicables au présent marché. Le non-respect de ces obligations pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Pour les sites des ministères de l'intérieur et de la justice, le personnel pour lequel une demande d'agrément sera sollicitée fera l'objet d'une enquête administrative.

### **8.3. Responsabilité en cas de dommages**

Le titulaire est tenu pour responsable des dommages subis par les installations et les matériels dans le cadre de ses interventions.

Il s'engage à souscrire une assurance couvrant les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités découlant de ses prestations.

### **8.4 - Achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre**

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement de 12 mois ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période ou si les désordres relevant de la garantie de parfait achèvement ne sont pas réglés. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve ou sur décision écrite du maître d'ouvrage.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 9. CONTRÔLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Cette opération est effectuée soit par un référent technique du service bénéficiaire, soit par un prestataire en assistance à maîtrise d'ouvrage et mandaté par le service bénéficiaire.

Le titulaire est tenu de mettre à disposition de la personne en charge des opérations de vérification tous les documents nécessaires pour effectuer son contrôle et son exécution dans les délais réglementaires.

Les opérations de vérification qualitatives ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché. Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci.

De plus, celui-ci assurera les conséquences financières de ce manquement. Si ces manquements constituent une faute, le marché pourra être résilié.

## **ARTICLE 10. ASSURANCE**

Dans un délai de huit jours à compter de la date de notification, et avant tout commencement d'exécution le titulaire ainsi que les cotraitants ou sous-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté:

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.;

- une assurance de responsabilité décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

## **ARTICLE 11. PRIX**

### **11.1 Contenu du prix**

Les prix fixés dans le BPU (bordereau des prix unitaires) sont des prix forfaitaires exprimés en pourcentage sur la réalisation d'un, plusieurs éléments de mission ou d'une mission complète de maîtrise d'œuvre. Ces pourcentages seront appliqués sur le montant du coût de réalisation des travaux, approuvé par le maître d'ouvrage à l'issue de l'avant-projet définitif (APD).

Les prix sont réputés comprendre toutes les prestations prévues au CCTP et dans les autres documents contractuels ainsi que les dépenses résultant de l'exécution des prestations.

Ils sont établis en euros hors TVA en tenant compte notamment des éléments ci-après :

- du respect du cahier des charges et des frais induits ainsi que de toutes les conditions d'exécution décrites dans le marché (charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations),
- les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu d'exécution, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations,
- du respect du planning prévisionnel d'exécution des prestations,
- des frais de déplacement et de restauration,
- du transfert des droits de propriété intellectuelle prévus par l'article correspondant du présent CCAP.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG MOE, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

### **11.2 Forfait provisoire de rémunération**

Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération du maître d'œuvre fixé au BPU par le montant de l'estimation des travaux. Il figure dans le bon de commande initial (cf. article 6 du présent CCAP).

### **11.3 Forfait définitif de rémunération**

C'est le produit du taux de rémunération du maître d'œuvre fixé au BPU par le montant du coût de réalisation des travaux, approuvé par le maître d'ouvrage à l'issue de l'avant-projet définitif et sur lequel s'engage le maître d'œuvre. Le forfait définitif est arrêté dès que le coût prévisionnel est établi, au plus tard à l'issue de l'APD. Il est arrondi à l'euro supérieur.

Il est précisé que pour établir le forfait de rémunération définitif, il est prévu deux cas de figure :

1°) Si l'écart entre le forfait provisoire de rémunération et le forfait définitif est compris entre + et – 5%, il ne sera pas conclu d'avenant de modification de la rémunération du maître d'œuvre.

Après réception de l'avant-projet par le maître de l'ouvrage, celui-ci notifie au maître d'œuvre par écrit son acceptation du coût prévisionnel de réalisation et définit le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre.

2°) Si le forfait définitif de rémunération excède de + ou – 5% le forfait provisoire, il sera conclu un avenant entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, avenant indiquant précisément les motifs techniques ayant entraîné cette augmentation ou cette diminution. Cet avenant sera conclu sur la base de l'article R 2194-1 du code de la commande publique.

**La réévaluation correspondante de la rémunération du maître d'œuvre, que celle-ci soit en augmentation ou en diminution, ne pourra en aucun cas être supérieure à 15% du forfait provisoire de rémunération, ceci y compris en cas de modification de programme.**

## **ARTICLE 12 MODALITES DE REGLEMENT**

### **12.1 Décompte final, facturation**

La facturation de ces prestations, objets des bons de commande, est effectuée par le titulaire après réception de chacune des missions.

### **12.2 – Variation dans les prix**

Les prix unitaires du présent marché sont fermes la première année puis révisibles annuellement à la date anniversaire de la notification du marché, en cas de reconduction.

Il revient au titulaire de transmettre ses prix révisés au plus tard deux mois avant la date d'effet de la révision. Cette demande devra être adressée à la préfecture de Corse (plateforme régionale des achats). A défaut de respecter ce délai, la date d'application des prix révisés est reportée d'autant. En outre, 2 mois après la date contractuelle supposée d'application de la révision, sans demande de sa part, le titulaire est réputé avoir renoncé à demander la révision des prix.

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG MOE, tous les prix indiqués sont établis sur la base des conditions économiques connues au mois de la remise des offres. Ce mois est appelé « MOIS ZERO ».

L'indice de référence I utilisé pour la révision des prix du présent marché est : ING : Ingénierie. Les prix indiqués au BPU à l'acte d'engagement sont révisés par application de la formule suivante :  $Pr = Po \times \frac{In}{I0}$

Dans laquelle :

- Pr : prix révisé,
- Po : prix d'origine,
- I0 : valeur connue de l'indice de référence au « MOIS ZERO »
- In : valeur définitive connue de l'indice de référence à la date de transmission des prix révisés.

La révision des prix ne pourra être appliquée qu'une fois que la préfecture de Corse (PFRA) aura validé la demande de révision de prix du titulaire.

### **12.3 Contenu des factures**

Une facture doit être établie par le titulaire. Cette facture, établie en un seul original et un duplicata, comporte obligatoirement les éléments minima suivants:

- la référence du marché figurant sur l'acte d'engagement et son numéro CHORUS.
- Détail intégral de la prestation concernée (les prix seront indiqués en H.T. et en T.T.C),
- Les références du bon de commande
- le numéro de SIRET, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le site concerné et référence du lot du marché,
- le détail de la prestation exécutée **et notamment la référence précise du poste du BPU**
- le montant de la prestation exécutée,
- le taux et le montant des taxes,
- la date de facturation,

#### **12.4 Sous-traitance :**

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

La sous-traitance de la prestation d'architecte est interdite.

Le titulaire est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles au cours de l'accord-cadre selon les modalités définies aux articles R2193-1 à R2193-3 du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre :

- un acte spécial de sous-traitance (DC4) ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>)
- les preuves apportées par tous moyens de ses capacités professionnelles, techniques et économiques,
- une attestation fiscale, qui permet de justifier de la régularité de la situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés),
- une attestation de vigilance (lutte contre le travail dissimulé). L'attestation de vigilance comporte l'indication que le cotisant est à jour de ses obligations sociales (déclaration et paiement), la masse salariale déclarée et l'effectif de la dernière période déclarée. L'attestation de vigilance doit être fournie avec un extrait K-bis datant de moins de 3 mois, et une liste nominative des travailleurs étrangers, précisant la nationalité, la date d'embauche et le type et le numéro de l'autorisation de travail,
- un certificat attestant de la régularité de la situation du candidat au regard de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés,
- une attestation d'assurances couvrant sa responsabilité professionnelle

#### **12.5 Règlement – délais de mandatement :**

Le droit à règlement de la ou des facture(s) relative(s) à ce marché court à compter de la réception de la ou des factures par l'administration.

Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai global de paiement est de 30 jours pour les services et établissements de l'Etat et 50 jours pour les centres hospitaliers.

## **12.6 Avance:**

Lorsque le montant initial d'un bon de commande est supérieur ou égal à 50 000 € hors taxe et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, une avance forfaitaire pourra être mandatée au titulaire du marché, sauf renonciation expresse de sa part exprimée sur l'acte d'engagement. Le taux de l'avance est de 20 % pour les services de l'Etat et 5 % pour les autres établissements.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, selon un rythme et des modalités fixées par les services à la signature du bon de commande, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Pour les avances de 20%, le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Lorsque le montant de l'avance est inférieur à 80 % du montant TTC du marché, son remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Dans les autres cas, l'avance est intégralement remboursée lorsque le montant TTC des prestations exécutées atteint le montant de l'avance accordée.

## **12.7 Solidarité**

Il n'y a pas de solidarité entre les membres du groupement de commande pour le paiement des factures. Les factures seront émises pour chaque membre du groupement. Chaque membre du groupement enregistre, liquide et mandate ses factures.

## **ARTICLE 13. PROPIETE INTELECTUELLE**

### **13.1 - Concession des droits d'utilisation des résultats**

Le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire (pendant toute la durée de validité de la protection), en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes dans le respect du droit moral du maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage bénéficie notamment du transfert des droits suivants :

- Les droits de reproduction en autant d'exemplaires estimés nécessaires, par tous moyens et supports de toute nature, pour l'usage interne, pour la mise en œuvre de l'étude et pour l'accomplissement des formalités obligatoires (affichage, transmission au contrôle de légalité, ...) ;
- Le droit de représentation comporte, dans le respect des droits moraux, le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie et en l'état, par tous moyens, modes et procédés, en vue d'une exploitation à titre non commercial, pour les besoins découlant de l'objet du marché, et notamment à des fins d'information et de communication du pouvoir adjudicateur.

Pour les marchés de maîtrise d'œuvre, la représentation est la communication au public de l'œuvre, en projet ou réalisée, à des fins autres que la réalisation des ouvrages ou équipements objets du marché.

- Le droit de faire librement évoluer les résultats de la prestation ;
- Les droits d'adaptation par perfectionnement, corrections, simplifications, adjonctions, intégrations à des œuvres existantes ou à créer, transcriptions éventuelles dans une autre langue, créations d'œuvres dérivées ;



- Les droits de désassembler ou de compiler ;
- Les droits d'utilisation et d'exploitation par un nombre d'utilisateurs illimité et sur tous sites convenus par le pouvoir adjudicateur ;
- Le droit de mise en œuvre et de concrétisation des préconisations.

Chacun de ces droits consentis s'étend à toutes les adaptations des résultats.

Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché. Dans l'hypothèse d'une publication sur Internet, les droits sont concédés pour le monde entier.

Le titulaire garantit l'ensemble de ces droits au maître d'ouvrage, notamment auprès de ses éventuels sous-traitants ou stagiaires intervenant durant l'exécution du présent marché.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations.

Le prix de cette concession est compris dans le montant du marché.

### **13.2 Garantie contre les revendications des tiers**

Le titulaire garantit l'utilisation paisible des résultats des prestations du présent marché et notamment contre :

- Toute revendication des tiers relative aux brevets, licences, modèles ou tout autre titre de propriété intellectuelle au sens large relatifs aux prestations objet du présent marché ;
- Toute action en contrefaçon, fraude ou violation des droits de propriété intellectuelle au sens large.

Si l'office venait à être victime d'un trouble dans la jouissance des résultats de la prestation, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser et indemniser l'office du préjudice subi.

Le titulaire prendra également à sa charge tous dommages et intérêts auxquels pourrait être condamnée l'office sur la base de la violation de ces droits de propriété intellectuelle.

### **ARTICLE 14. PENALITES DE RETARD**

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes, par jour ouvré de retard :

Code livrable	Pénalité
APS	30,00 €
APD	30,00 €
PRO	30,00 €
DCE	30,00 €
VISA	30,00 €
EXE	30,00 €
DOE	30,00 €

En cas de non-respect du délai de **vérification des projets de décomptes mensuels** fixé à l'article 7 du CCAP, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 30 € par jour calendaire de retard.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs

concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de non-respect du délai de **vérification du projet de décompte final** fixé à l'article 7 du CCAP, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 30 € par jour calendaire de retard.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de retard dans **l'instruction du mémoire en réclamation**, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard est fixé à 30 € par jour calendaire de retard.

En cas de retard de plus de trente minutes ou **d'absence du maître d'œuvre à une réunion** à laquelle il a été invité ou convoqué par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant est de 50 € par réunion

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant HT du bon de commande initial.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## **ARTICLE 15. RESILIATION**

### **15.1 Résiliation pour faute du titulaire**

Sans préjudice des stipulations du CCAG-MOE, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

Les stipulations du C.C.A.G-MOE, relatives à la résiliation du marché, sont applicables de manière générale ; toutefois en complément de ces dispositions la résiliation du marché pourra intervenir :

- en cas de survenance d'anomalies, de manquements, de prestations non conformes à la réglementation, ou de retards, le pouvoir adjudicateur en avisera le titulaire par lettre recommandée. A défaut d'obtempération, le marché sera résilié à ses torts et frais exclusifs. Le pouvoir adjudicateur se réserve en outre la possibilité d'intenter toute action à son encontre.
- lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R 2343-11 à R 2341-13 du code de la commande publique sont inexacts ou ne sont pas produits dans les délais impartis.

## **ARTICLE 16 EXCLUSIVITÉ**

L'accord-cadre n'accorde pas d'exclusivité à son titulaire.

## **ARTICLE 17 LANGUE ET MONNAIE**

En cas de litige le droit français est seul applicable.

L'unité monétaire choisie pour le marché est l'Euro.

Tous les documents, fiches techniques, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

## **ARTICLE 18 CLAUSE D'INSERTION SOCIALE**

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, il est décidé de faire application des dispositions des articles L 2112-2 et L 2112-3 du code de la commande publique incluant dans le cahier des clauses administratives particulières de ce marché public une clause sociale d'insertion obligatoire.

Cette clause est applicable avec l'objectif de 200 heures annuelles d'insertion par lot.

Le titulaire du ou des lots devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

### **18-1 Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale.**

Sont éligibles les personnes présentant les caractéristiques suivantes :

- les demandeurs d'emploi de longue durée inscrits à Pôle Emploi ou en recherche d'emploi depuis plus de 12 mois ;
- les allocataires du R.S.A en recherche d'emploi ;
- les publics reconnus comme travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'allocation d'invalidité, ou de l'allocation veuvage ;
- les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi sans qualifications infra niveau 3 (soit inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
- les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeune ;
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaire de la protection subsidiaire ;
- les personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

### **18-2 Les modalités de mise en œuvre.**

La clause sociale est insérée comme une condition d'exécution du marché (article L 2112-2 et L 2112-3 du code de la commande publique).

Trois solutions sont proposées au titulaire :

La mise à disposition de salarié (entreprise de travail temporaire d'insertion...) ;

L'embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire du marché ;

Le recours à la co-traitance ou à la sous-traitance avec une entreprise d'insertion (EI) ou une entreprise adaptée (EA) ;

### **18-3 L'insertion pendant et à l'issue du marché et les modalités de contrôle.**

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire doit répondre à toute demande relative à l'état de la mise en œuvre de la clause sociale.

Au cours de la prestation, le titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche pérenne des personnes en insertion formées sur le chantier.

Le titulaire devra fournir tous les documents justifiant l'éligibilité et l'embauche des personnes recrutées dans le cadre de cette clause d'insertion. Par exemple, attestation Pôle emploi, contrat de travail...

Si l'entreprise passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure à la plateforme des achats de Corse.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier ou courriel) la plateforme des achats de Corse. Dans ce cas, la plateforme des achats de corse étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'achèvement du marché, le titulaire présente un bilan de l'exécution de cette clause.

#### **ARTICLE 19 REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE**

Le marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ces contrats.

En cas d'échec de leur négociation directe et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties s'engagent à mettre en place une médiation en saisissant par courriel le médiateur des entreprises de Corse :

Médiateur des entreprises DREETS de Corse  
chemin du Loretto 20000 Ajaccio  
eric.giudicci@dreets.gouv.fr  
tel 04 95 23 90 21

#### **ARTICLE 20 JURIDICTIONS COMPETENTES EN CAS DE CONTENTIEUX**

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Bastia, territorialement compétent, est seul saisi du litige juridictionnel.

#### **ARTICLE 21 DEROGATIONS AU C.C.A.G –MOE**

L'article 6 (bon de commande) du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'articles 3.7 du CCAG MOE relatif aux « bons de commande ».

L'article 6.3 (arrêt de l'exécution d'une partie des prestations) du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'articles 27 du CCAG MOE relatif à la « résiliation ».

L'article 7 (respect de l'enveloppe financière de l'opération) du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge aux articles 10, 11 et 13 du CCAG MOE relatif aux « prix », « modalités de règlement » et « engagements du maître d'œuvre ».

L'article 11 (prix) du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge aux articles 10, 11 et 13 du CCAG MOE relatif aux « prix », « modalités de règlement » et « engagements du maître d'œuvre ».

L'article 12 (Modalités de règlement) du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 11 du CCAG MOE relatif aux « précisions sur les modalités de règlement ».

L'article 14 (pénalités) du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 16 du CCAG MOE relatif aux « pénalités ».

L'article 15 (résiliation) du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 30 du CCAG MOE relatif à la résiliation pour faute du titulaire.

L'article 10 du CCTP déroge au CCAG MOE relatif à la réception des prestations (art. 21).

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### ANNEXE 1

#### Conditions d'accès dans les services de police, de gendarmerie, des centres de détention et des sites militaires

## I CONDITIONS D'ACCES DANS LES SERVICES DE POLICE, GENDARMERIE

### Liste nominative du personnel

Le titulaire devra fournir à la personne publique, dans un délai de 8 jours, la liste nominative du personnel. Cette liste sera soumise à l'approbation de l'administration et devra être tenue à jour mensuellement.

Il devra fournir en outre, les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer qui seront exigés pour la circulation de ce personnel dans les établissements ([état civil complet nom – prénoms-date et lieu de naissance – adresse- N° de téléphonique fixe et ou mobile](#)).

Toutefois, les modifications pouvant intervenir dans la composition du personnel devront être notifiées à l'administration au moins huit jours avant, sauf en cas de maladie, le titulaire devra alors informer le service dans le délai le plus court.

Le personnel mis à disposition par le titulaire devra impérativement faire l'objet d'un agrément préalable de l'administration

Toutes les personnes accédant aux locaux de la police devront obligatoirement être détentrices de cet agrément ainsi que de leur carte d'identité.

Faute de respecter les règles ci-dessus, le titulaire ne pourra élever de réclamation d'aucune sorte à la suite de l'interdiction d'accès aux personnes non inscrites ou qui auraient été découvertes dans un endroit autre que leur lieu de travail sans pouvoir en justifier la nécessité.

### Comportement du personnel

Le personnel devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard des tiers. Il pourra être exclu s'il ne se conforme par au règlement intérieur de l'établissement en ce qui concerne notamment la sécurité.

### Confidentialité

*L'administration soumet la totalité de l'exécution du marché à l'obligation du secret. Il est essentiel que les informations dont les opérateurs peuvent avoir connaissance, sur la nature des conversations ou sur la qualité des interlocuteurs, soient tenues secrètes.*

Le titulaire s'engage, pour lui ou toute autre personne agissant pour son compte à tenir confidentielle toute autre communication de renseignement, document, objet quelconque, que celle expressément prévue au présent contrat, et à ne faire, dans les mêmes conditions, aucune communication sur les missions qui lui sont confiées.

A cette fin, le titulaire prend notamment les mesures appropriées pour garantir, en toutes circonstances, la protection des documents de toute nature qui lui sont fournis par l'administration, en vue d'exécuter les prestations.

Tout manquement à l'obligation du secret, ainsi que toute disparition momentanée ou irréversible des documents précités, justifient la mise en œuvre immédiate, à l'encontre du titulaire, des poursuites prévues par les articles 77, 80-3, 378 et 410 du Code pénal.

Tout incident en la matière doit impérativement être porté, dans les plus brefs délais, à la connaissance du pouvoir adjudicateur du marché ou de son représentant.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes, de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

Les règles établies pour la gestion des documents concernant la protection contre les actes de malveillance doivent faire l'objet d'une note communiquée au titulaire. Ce dernier doit faire signer par son personnel une reconnaissance formelle de responsabilité relative à la confidentialité des informations fournies par l'administration lors de l'exécution des prestations.

De plus, le personnel du titulaire est soumis aux règles de sécurité, applicables aux agents de l'administration, aux instructions particulières éventuelles données par l'administration au titulaire, et au secret professionnel sur tout ce qu'il peut être amené à connaître sur la vie des services.

Le titulaire sera tenu à une stricte obligation de confidentialité pour toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de ses prestations. Le titulaire s'engage à cet égard, à obliger son personnel à la plus grande discrétion dans le cadre des prestations qu'il effectuera, ainsi qu'à une obligation de confidentialité souscrite dans les termes définies ci-dessus. Cette obligation de confidentialité se poursuivra après l'expiration du présent marché sans limitation de durée.

**En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels le client ou la personne affectée peut prétendre.**

## II CONDITIONS D'ACCES DANS LES CENTRES DE DETENTION

### 1 - DISPOSITIONS GENERALES

#### Article D 265 du code de procédure pénale

*“Le chef d'établissement doit veiller à une stricte application des instructions relatives au maintien de l'ordre et de la sécurité dans l'établissement.”*

#### Article D 268 du code de procédure pénale

*“A ce titre, il prendra les dispositions nécessaires en vue de prévenir les évasions, notamment en ce qui concerne la disposition du chantier, la fermeture des portes ou passages, les circuits de circulation, ainsi que leur éclairage.”*

#### Article D 277 du code de procédure pénale

*“Une autorisation spéciale est nécessaire pour effectuer à l'intérieur d'un établissement pénitentiaire, des photographies, croquis, prises de vue et enregistrements sonores, se rapportant à la détention. Cette autorisation peut être délivrée par le Directeur Régional des Services Pénitentiaires pour les établissements se rapportant à sa compétence territoriale, et par le Ministre de la Justice lorsque l'autorisation concerne des établissements sur l'étendue du territoire national.*

### 2 - CONTACTS AVEC LES DETENUS

#### Article D 220 du code de procédure pénale

*“Il est interdit aux personnes ayant accès dans la détention :*

- de se livrer à des actes de violence sur les détenus ;*
- d'user à leur égard, soit de dénominations injurieuses, soit de tutoiement, soit de langage grossier ou familier ;*
- de fumer « dans les lieux fermés et couverts affectés à un usage collectif, sous réserve de ceux spécialement aménagés à cet effet » ou de boire à l'intérieur de la détention ou d'y paraître en état d'ébriété ;*
- d'occuper sans autorisation les détenus pour leur service particulier ;*
- de recevoir des détenus ou des personnes agissant pour eux aucun don ou avantage quelconque ;*
- de se charger pour eux d'aucune commission ou d'acheter ou vendre quoi que ce soit pour le compte de ceux-ci ;*
- de faciliter ou de tolérer toute transmission de correspondance, tous moyens de communication irrégulière des détenus entre eux ou avec le dehors, ainsi que toutes attributions d'objets quelconques hors des conditions et cas strictement prévus par le règlement ;*
- d'agir de façon directe ou indirecte auprès des détenus pour influencer sur leurs moyens de défense et sur le choix de leur défenseur.”*

#### Article D 274 du code de procédure pénale

*“L'entrée ou la sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques doit être expressément autorisée par le chef d'établissement et être soumis au contrôle de l'administration. Le non-respect de ces dispositions entraîne la communication de l'infraction à l'autorité judiciaire en vue de l'application éventuelle des poursuites légales prévues à l'article 248 du Code Pénal.”*



## **Article D 430 du code de procédure pénale**

*“La sortie des écrits faits par un détenu en vue de leur publication ou de leur divulgation, sous quelque forme que ce soit, ne peut être autorisée que par décision ministérielle.”*

A ce titre, une fiche de consignes de sécurité individuelle sera signée par chaque personne. Le modèle se trouve en annexe 1bis du CCAP.

## **3 - MODALITES D'OBTENTION DES AUTORISATIONS D'ACCES AUX ETABLISSEMENTS**

### **Article D 278 du code de procédure pénale**

*“Les personnes étrangères au service d'un établissement pénitentiaire ne peuvent pénétrer à l'intérieur de celui-ci qu'après avoir justifié de leur identité et de leur qualité. La pièce d'identité produite par les personnes peut être retenue pour leur être restituée seulement au moment de leur sortie.”*

En vue de l'obtention des autorisations d'accès, le titulaire devant intervenir dans l'établissement, adressera au chef d'établissement, au minimum 15 jours à l'avance, une liste nominative de toutes les personnes appelées à rentrer sur le site.

L'administration Pénitentiaire se réserve le droit de refuser l'accès à certaines personnes sans que cette dernière ne puisse prétendre à une indemnité ou à une quelconque compensation.

## **4 - CONDITIONS D'ACCES A L'ETABLISSEMENT**

A l'entrée, la pièce d'identité sera déposée à la porte et sera rendue au moment de la sortie. Sauf dispositions contraires de l'établissement, un laissez-passer pour les entreprises intervenant ponctuellement sera donné en échange. Il sera à remettre à chaque sortie.

Toute personne entrant dans l'établissement sera soumise au contrôle d'un portique de détection. Les sacs, pochettes... devront être ouverts aux fins de vérification.

Il est interdit à toute personne pénétrant dans un établissement pénitentiaire de garder sur elle un téléphone portable, ou un appareil récepteur de messages alphanumériques (alphanumérique ou autres...)

Le personnel de l'entreprise ne pourra circuler que sur le lieu même du ou futur chantier et toujours sous le contrôle d'un agent de l'établissement désigné à cet effet.

**Tous les véhicules des entreprises ou toutes personnes qui se présenteront à l'entrée de l'établissement, sans que les responsables de l'établissement en soient avertis, ne seront pas autorisés à pénétrer à l'intérieur de l'établissement.**

**Le titulaire prendra ses dispositions pour avertir ses fournisseurs. Il ne pourra pas prétendre à des indemnités ou à des compensations pour les retards que cette situation pourrait engendrer.**

A ces dispositions générales s'ajoutent des dispositions propres à l'établissement que l'entreprise s'engage à respecter et une notice de consignes particulières rappelant les mesures d'ordre intérieur en vigueur dans l'établissement destiné au titulaire du marché. Celui-ci s'engagera à respecter les clauses de confidentialité qui y figurent.

Par ailleurs, le titulaire recevra des consignes de sécurité en cas d'alarme pénitentiaire. A charge pour lui de rappeler ces informations aux membres de son équipe.

<p><b>Le Chef d'établissement pourra interdire l'accès à l'établissement des personnes qui ne respecteront pas ces règles, indépendamment des poursuites judiciaires qu'il pourra engager à l'encontre de ces personnes, sans que l'entreprise puisse prétendre à une indemnité ou une quelconque compensation.</b></p>
---